

**DECISION N°070/2023/ARCOP/CRD/DG/DEF DU 15 NOVEMBRE 2023  
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN  
COMMISSION LITIGES SUR LA SAISINE DU 3FPT SOLLICITANT  
L'AUTORISATION DE POURSUIVRE LE MARCHE RELATIF AU  
RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE DE GARDIENNAGE POUR SON  
SIEGE ET SES ANTENNES**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION  
LITIGES,**

VU la loi n°2022-07 du 19 Avril 2022 modifiant la loi n°65-51 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifié, notamment en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2022-2295 du 28 décembre 2022 portant Code des Marchés publics ;

VU le décret n°2023-832 du 5 avril 2023 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Autorité de Régulation de la Commande publique (ARCOP) notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n°2023-833 du 05 avril 2023 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARCOP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°00002 portant désignation des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARCOP ;

VU la saisine de 3FPT reçue le 06 novembre 2023 ;

Sur le rapport de Madame Henriette DIOP TALL, Coordonnateur Général des Cellules d'Enquêtes et d'Instruction des Recours et des enquêtes ;

En présence de monsieur Mamadou DIA, Président ; et messieurs Moundiaye CISSE, Mbareck DIOP et Alioune NDIAYE, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARCOP, Secrétaire Rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Par correspondance du 30 octobre 2023, reçue au service courrier de l'Autorité de Régulation de la Commande publique (ARCOP) le 06 novembre 2023, le Fonds de Financement de la Formation professionnelle et technique (3FPT) a saisi le Comité de Règlement des Différends (CRD) pour solliciter l'autorisation de poursuivre le marché relatif au recrutement d'une entreprise de gardiennage pour son siège et ses antennes.

### **SUR LA RECEVABILITE**

Considérant que la demande d'autorisation du 3FPT n'est pas soumise à une condition de délai prévue par le Code des Marchés publics, qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

### **LES FAITS**

Le 3FPT) a lancé le 25 juillet 2023 un marché, inscrit dans le plan de passation (PPM) de 2023 sous la référence : S\_3FPT\_025, pour le recrutement d'une entreprise de gardiennage de son siège et de ses antennes sous forme de demande de renseignements de prix à compétition restreinte.

Ainsi, 06 candidats à savoir IPSS, PHOENIX SENEGAL, N2M SECURITE, SAGAM SECURITE, VIGA ASSISTANCE, et NOUVELLE VISION INTERIM ont été invités à participer au marché.

A l'ouverture des plis, soit le 4 Août 2023, la commission des marchés a ouvert les soumissions des candidats VIGA ASSISTANCE, N2M SECURITE, et PHOENIX SENEGAL reçues dans les délais.

Après évaluation des offres, la commission des marchés a constaté que l'entreprise N2M SCURITE est classée première (1ère) avec une offre financière d'un coût de quarante-deux millions huit cent trente-quatre mille (4. 834.000) francs CFA TTC, montant qui dépasse le budget estimatif et le seuil prévu à l'article 3 de l'arrêté 007118 du 23 mars 2023 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix.

C'est ainsi que la commission susvisée a établi un procès-verbal de carence le 11 Août 2023 et a proposé à l'autorité contractante de déclarer le marché sans suite. Le 3FP a alors saisi l'ARCOP d'une demande d'autorisation afin de pouvoir poursuivre cette procédure.



## **LES MOYENS A L'APPUI DE LA DEMANDE**

A l'appui de sa saisine, l'autorité contractante soutient que le défaut de poursuite de la procédure l'expose aux risques d'une relance du marché avec les mêmes candidats sachant que ces derniers ont déjà reçu le procès-verbal d'ouverture des plis avec les offres financières. Ainsi, toute remise en concurrence sur ce même marché avec les mêmes prestataires risque de ne pas donner les résultats escomptés puisque le seul changement à opérer se limite sur la durée des prestations de service.

En outre, les prestataires invités sur le marché initial pourront ne pas soumissionner connaissant, à priori, les offres financières de leurs concurrents, ce qui peut rendre le marché infructueux.

3FPT demande l'autorisation de réduire la durée des prestations (de 12 à 6 mois) du soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins disante, ce dernier ayant marqué son accord et soutient que la réduction des délais lui permettra également de diminuer le montant du marché, tout en restant dans le seuil d'une demande de renseignements et de prix à compétition restreinte (DRPCR).

## **L'OBJET DE LA DEMANDE**

Il ressort de la saisine et des faits qui la sous-tendent que l'objet de la demande porte sur une autorisation de poursuivre la procédure de passation du marché relatif au gardiennage du siège et des antennes du 3FPT avec une réduction du délai d'exécution des prestations suite au dépassement du budget estimatif et non-respect du seuil prévu par la réglementation pour les DRPCR.

## **EXAMEN DE LA DEMANDE**

Considérant que l'article 3 de l'arrêté 007118 du 23 mars 2023 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix prévoit que la DRPCR s'applique aux commandes, inférieures à 15 millions pour les fournitures et services courants, passées par l'Etat, y compris les établissements publics ;

Considérant qu'avant le lancement d'une procédure de passation d'un marché public suivant les seuils et mode de passation déterminés par la réglementation sur les marchés publics, il appartient à l'autorité contractante, d'une part, de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue de ses besoins à satisfaire et, d'autre part, d'évaluer le montant estimé des services, travaux ou fourniture selon l'objet du marché et s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants ;



Considérant qu'en l'espèce, le 3 FPT a utilisé, pour les besoins de gardiennage de ses locaux, une procédure de DRPCR prévue pour les marchés publics de fournitures ou services d'un montant estimatif inférieur à 15.000.000 FCFA et a invité 6 candidats à cet effet ;

Que toutefois, à l'ouverture des plis, les offres financières des soumissions recevables étaient de 60.289.740 FCFA TTC pour VIGA ASSISTANCE, de 42.834.000 FCFA TTC pour N2M et 58.994.100 FCFA TTC pour PHOENIX SENEGAL ;

Considérant que ces offres dépassent largement le seuil prévu par la réglementation pour les DRPCR et la valeur estimée du marché, que ces faits dénotent d'une mauvaise estimation et évaluation par l'autorité contractante de ses besoins au cours de la phase préparation de son marché de gardiennage avant son lancement suivant le mode de passation approprié ;

Considérant qu'au surplus, 3FPT pour justifier sa demande invoque un risque de biais dans la concurrence en cas de relance avec les mêmes candidats présélectionnés ; qu'il lui incombe, en sa qualité d'autorité contractante de prendre toutes mesures idoines pour faire respecter par ses services le libre jeu de la concurrence

Qu'il s'ensuit que l'argumentaire de l'autorité contractante n'est pas justifié ;

Qu'il y a lieu de rejeter la demande d'autorisation et de recommander à l'autorité contractante de procéder à la relance de ce marché, compte tenu de son budget disponible pour l'exercice 2023 en présélectionnant d'autres candidats opérant dans le secteur du gardiennage pour respecter le libre jeu de la concurrence ;

Considérant que pour éviter tout risque de dépassement budgétaire ou d'infructuosité, le 3FPT devra bien évaluer ses besoins et s'assurer de l'intérêt des candidats retenus et de leur capacité juridique et technique à exécuter le marché dans le cadre d'une concurrence réelle ;

**PAR CES MOTIFS :**

- 1) Constate que le 3 FPT a utilisé, pour les besoins de gardiennage de ses locaux, une procédure de DRPCR prévue pour les marchés publics de fournitures ou services d'un montant estimatif inférieurs à 15.000.000 FCFA, toutes taxes comprises ;
- 2) Constate que les offres financières des candidats dépassent largement le seuil prévu par la réglementation pour les DRPCR et la valeur estimée du marché ;



- 3) Dit que ces faits dénotent d'une mauvaise estimation et évaluation par l'autorité contractante de ses besoins au cours de la phase préparation de son marché de gardiennage avant son lancement suivant le mode de passation approprié ;
- 4) Dit que l'argumentaire du 3FPT n'est pas justifié et rejette, par conséquent sa demande d'autorisation ;
- 5) Recommande à l'autorité contractante de procéder à la relance de ce marché, compte tenu de son budget disponible pour l'exercice 2023 en présélectionnant d'autres candidats opérant dans le secteur du gardiennage pour éviter tout biais de concurrence ;
- 6) Dit que pour éviter tout risque de dépassement budgétaire ou d'infructuosité, le 3FPT devra bien évaluer ses besoins et s'assurer de l'intérêt des candidats retenus et de leur capacité juridique et technique à exécuter le marché dans le cadre d'une concurrence réelle ;
- 7) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP) est chargé de notifier au Fonds de Financement de la Formation Professionnelle et Technique (3FPT) et à la Direction centrale des Marchés publics, (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des Marchés publics.

**Le Président**



**Mamadou DIA**

**Les membres du CRD**

**Alioune NDIAYE**

**Moundiaïye CISSE**

**Mbareck DIOP**

**Le Directeur général,  
Rapporteur**

**Saër NIANG**

**ARCOP SÉNÉGAL**

Rue Alpha Hachamiyou TALL X Rue Kléber - BP : 11 303 Dakar Peytavin (Sénégal)

Tél : +221 33 889 11 60 - Numéro vert : 800 00 81 81 - Courriel : arcop@arcop.sn

ISO 9001 : 2015 N°. AFR 21.00047 FR

[www.arcop.sn](http://www.arcop.sn)